

1927.
Le 15 février.
Dossier E. c. IX.

ORDONNANCE

RENDUE A LA DATE DU 15 FÉVRIER 1927.

Le Président de la Cour permanente de Justice internationale,
Vu l'article 48 du Statut de la Cour ;

Vu la Requête introductive d'instance datée du 25 novembre 1926, déposée au Greffe de la Cour le 26 novembre 1926 au nom du Gouvernement belge et saisissant la Cour d'une affaire relative à la dénonciation par le Gouvernement chinois du Traité conclu le 2 novembre 1865 entre la Belgique et la Chine ;

Vu l'Ordonnance portant indication de mesures conservatoires, rendue le 8 janvier 1927 ;

Attendu que, par une communication du 3 février 1927, les agents du Gouvernement belge près la Cour en ladite affaire ont porté à la connaissance de la Cour que, le ministre des Affaires étrangères de Chine ayant déclaré que le Gouvernement chinois était disposé à appliquer à la Belgique, à titre de traitement provisoire, un régime déterminé, le ministre de Belgique à Pékin avait accepté cette proposition au nom du Gouvernement belge ;

Attendu que l'accord qui serait ainsi conclu comporterait le traitement suivant :

1) Protection adéquate sera accordée aux sujets belges, les missions incluses, et à leurs biens et bateaux, selon les règles du droit international ;

2) Le tarif douanier actuellement appliqué aux autres pays le sera également aux marchandises importées en Chine de Belgique ou exportées de Chine en Belgique ;

3) Les procès civils et pénaux dans lesquels des ressortissants belges sont en cause, seront jugés seulement par les cours modernes, avec droit d'appel, les sujets belges étant autorisés à se faire assister d'avocats et interprètes de nationalité belge ou autre, dûment reconnus par les cours ;

Attendu que lesdits agents ont formellement demandé, au nom du Gouvernement belge, qu'il plaise au Président de la Cour de rapporter l'Ordonnance susmentionnée du 8 janvier 1927 ;

Attendu qu'ils ont indiqué qu'une décision du Président rapportant ladite Ordonnance répondrait au désir du Gouvernement chinois ;

ORDER

MADE ON FEBRUARY 15th, 1927.

1927.
February 15th.
File E. c. IX.

The President of the Permanent Court of International Justice,
Having regard to Article 48 of the Statute of the Court ;

Having regard to the Application instituting proceedings dated
November 25th, 1926, filed with the Registry of the Court on
November 26th, 1926, on behalf of the Belgian Government bringing
before the Court a suit in regard to the denunciation by the Chinese
Government of the Treaty concluded on November 2nd, 1865,
between Belgium and China ;

Having regard to the Order indicating measures of protection
made on January 8th, 1927 ;

Whereas, by a communication dated February 3rd, 1927, the
Agents of the Belgian Government before the Court in this suit have
informed the Court that, the Chinese Minister for Foreign Affairs
having declared the Chinese Government to be willing to apply to
Belgium as a provisional régime a certain specified treatment, the
Belgian Minister at Peking has accepted this proposal on behalf
of the Belgian Government ;

Whereas the agreement which is said to have been concluded will
comprise the following treatment :

(1) Adequate protection will be granted to Belgian subjects,
including missions, and to their property and vessels, in accordance
with the rules of international law ;

(2) The customs tariff at present applied to other countries will
also be applied to merchandise imported into China from Belgium
or exported from China to Belgium ;

(3) Civil and criminal suits in which Belgian nationals are
implicated will be heard by the modern courts only, with the right
of appeal, Belgian subjects being authorized to obtain the assistance
of advocates and interpreters of Belgian or other nationality, duly
approved by the courts ;

Whereas the aforesaid Agents have, on behalf of the Belgian
Government, formally requested the President of the Court to
revoke the abovementioned Order of January 8th, 1927 ;

Whereas they have indicated that a decision by the President
revoking the abovementioned Order would be in accordance with
the wish of the Chinese Government ;

Considérant qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'un accord sur la solution à donner au litige aux termes de l'article 61, premier alinéa, du Règlement (révisé) de la Cour, le Gouvernement chinois n'ayant adressé à la Cour aucune communication soit au sujet du régime susmentionné, soit pour exprimer un désir tendant à voir rapporter l'Ordonnance en question ;

Considérant que la présente affaire a été introduite par Requête unilatérale et que, le délai fixé pour le dépôt du Contre-Mémoire n'étant pas expiré, la Partie défenderesse n'a pas eu l'occasion de manifester son acceptation éventuelle de la juridiction de la Cour en l'espèce ;

que, dans ces conditions, rien ne s'oppose, sous réserve de la décision de la Cour, à ce que la Partie demanderesse modifie ses conclusions primitives ;

Considérant que c'est la Belgique qui, en proposant dans sa Requête introductive d'instance l'indication de mesures conservatoires et en développant dans son Mémoire cette proposition, a amené la Cour à examiner si les circonstances exigeaient en l'espèce l'indication de pareilles mesures ;

que, comme il est exposé dans les motifs de l'Ordonnance du 8 janvier 1927, cette Ordonnance a pour but de sauvegarder exclusivement certains droits que la Belgique pourrait, le cas échéant, faire valoir en se fondant sur les termes du Traité du 2 novembre 1865, si ce Traité était reconnu par la Cour comme n'ayant pas cessé de déployer ses effets ;

Considérant que l'accord qui, aux termes de la communication émanant des agents du Gouvernement belge, serait intervenu entre la Belgique et la Chine remplacerait provisoirement le régime prévu par le Traité de 1865, notamment en ce qui concerne les droits découlant pour la Belgique de ce Traité et que l'Ordonnance du 8 janvier 1927 a pour but de sauvegarder jusqu'à ce que la Cour ait rendu son arrêt définitif ;

que, dès lors, ledit Traité aurait provisoirement cessé de déployer ses effets en ce qui concerne ces droits, qui ne sauraient, par conséquent, et quelle que soit par ailleurs la teneur de l'arrêt définitif de la Cour, servir de base à des réclamations exigibles en justice et qui invoqueraient la violation éventuelle desdits droits durant la période au cours de laquelle serait applicable le nouveau régime convenu entre les Parties ;

Considering that there is no question in this case of an agreement regarding the settlement of the dispute under the terms of Article 61, paragraph 1, of the Revised Rules of Court, since the Chinese Government has addressed no communication to the Court either in regard to the abovementioned treatment or conveying a desire for the revocation of the Order in question ;

Considering that the present suit has been brought by unilateral application and that, as the time allowed for the filing of the Counter-Case has not expired, the Respondent has not had an opportunity of indicating whether he accepts the Court's jurisdiction in this case ;

that, in these circumstances, there is nothing to prevent the Applicant, subject to the decision of the Court, from modifying his original submissions ;

Considering that it is Belgium which, by proposing in its Application instituting proceedings the indication of measures of protection and by developing that proposal in its Case, has caused the Court to consider whether circumstances required the indication of such measures in this case ;

that, as set out in the grounds for the Order of January 8th, 1927, the aim of that Order is exclusively to safeguard certain rights which Belgium might be entitled to assert on the basis of the Treaty of November 2nd, 1865, if that Treaty were held by the Court not to have ceased to be effective ;

Considering that the agreement which, according to the terms of the communication received from the Agents of the Belgian Government, has been concluded between Belgium and China, would provisionally take the place of the régime provided for in the Treaty of 1865, in particular as regards the rights accruing to Belgium under that Treaty, which rights it is the aim of the Order of January 8th, 1927, to preserve until the Court shall have given its final judgment ;

that, consequently, the aforesaid Treaty would provisionally cease to be operative as regards these rights, which could not, therefore, no matter what the tenor of the Court's final judgment may be, serve as a basis for any claim enforceable at law and put forward on the ground of some violation of these rights during the period for which the new régime agreed upon between the Parties might be applicable ;

que, d'ailleurs, une déclaration unilatérale du Gouvernement belge dans le même sens, devant être considérée comme une modification des conclusions primitives de ce Gouvernement, suffirait, si elle était accueillie par la Cour, à produire le même effet ;

Considérant, dans ces conditions, que le fait nouveau, porté à la connaissance de la Cour par la communication susvisée des agents du Gouvernement belge, a écarté les circonstances qui, aux termes de l'Ordonnance du 8 janvier 1927, exigeaient l'indication de mesures conservatoires ;

Considérant qu'en l'espèce il n'existe pas d'autres circonstances, indépendantes de la situation juridique créée par les Parties, soit en vertu d'accords intervenus entre elles, soit en vertu de déclarations unilatérales au sujet de matières dont elles peuvent disposer, et qui porteraient à indiquer les mesures conservatoires dans le seul intérêt de la procédure ;

Considérant que des mesures conservatoires, indiquées par la Cour comme étant, pour des raisons purement juridiques, rendues nécessaires par les circonstances, ne sauraient, pour leur applicabilité, dépendre de l'état des négociations éventuellement en cours entre les Parties ;

que, par suite, l'Ordonnance du 8 janvier 1927 portant indication de mesures conservatoires ne saurait, le cas échéant, être rapportée qu'intégralement et définitivement,

Déclare que l'Ordonnance portant indication de mesures conservatoires qu'il a rendue à la date du 8 janvier 1927 cessera de produire ses effets.

Fait à La Haye, le quinze février mil neuf cent vingt-sept, en quatre exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de Chine, au Gouvernement de Belgique et au Conseil de la Société des Nations.

Le Président :
(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier-adjoint :
(Signé) PAUL RUEGGER.

that, furthermore, a unilateral declaration by the Belgian Government to the same effect, which should be regarded as a modification of that Government's original submissions, would suffice, were it accepted by the Court, to produce the same result ;

Considering that, under these conditions, the new fact brought to the knowledge of the Court by the abovementioned communication from the Agents of the Belgian Government has removed the circumstances which, according to the terms of the Order of January 8th, required the indication of measures of protection ;

Considering that in the present case there are no other circumstances independent of the legal situation created by the Parties, resulting either from agreements concluded between them or from unilateral declarations in regard to matters concerning which they may use their discretion, which would point to the indication of measures of protection in the interests of the procedure alone ;

Considering that measures of protection, indicated by the Court as being for purely legal reasons rendered necessary by circumstances, cannot be dependent, as regards their applicability, upon the position of negotiations that may be in progress between the Parties ;

that, consequently, the Order of January 8th, 1927, indicating measures of protection can, if revoked, only be so finally and in its entirety,

Declares that the Order indicating measures of protection made by him on January 8th, 1927, shall cease to be operative.

Done at The Hague, this fifteenth day of February, nineteen hundred and twenty-seven, in four copies, one of which shall be deposited in the archives of the Court and the others transmitted respectively to the Government of China, to the Government of Belgium and to the Council of the League of Nations.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) PAUL RUEGGER,
Deputy-Registrar.